Groupes européens de soutien
Campagne mondiale sur les dépenses militaires

« Le monde est sur-armé et la paix est sous-financée. » - Ban Ki-Moon

Déclaration sur la Journée mondiale contre les dépenses militaires (Global Day Against Military Spending - GDAMS), dans le cadre de la Campagne mondiale sur les dépenses militaires (Global Campaign on Military Spending GCOMS). L'objectif de la campagne est de sensibiliser sur les dépenses militaires et sur les alternatives à celles-ci.

Les différents gouvernements faisant partie de l'Union européenne dépensent pour un montant total de 255 milliards d'euros dans le secteur militaire. C'est manifestement excessif et cela contribue à l'insécurité de beaucoup de gens dans le monde .

En conséquence, nous demandons aux États membres de l'UE ainsi qu'à la Commission européenne et au Parlement européen de :

- Réduire leur dépendance aux réponses militaires à des problèmes de sécurité. En effet, ces réponses ne peuvent être prises au sérieux.
- Investir dans la paix, le développement, le ralentissement du changement climatique ou les services publics

Les voix des citoyens sont souvent éloignées des décisions politiques visant à investir dans le militarisme plutôt que la paix. C'est particulièrement vrai au niveau européen, où les gouvernements et certaines institutions de l'Union européenne privilégient des stratégies militaires dans des situations dans lesquelles de nouvelles violences sont contre-productives. Ces décisions sont souvent influencées par les lobbyistes travaillant pour le commerce des armes et les gouvernements qui ont de grands fabricants d'armes opérant dans leur pays*.

Il y a des raisons complexes pour l'apparition et la réapparition de la violence dans certaines parties du monde. Nous encourageons les dirigeants politiques à ne pas accepter des solutions militaires simples. Ils devraient exiger une analyse rigoureuse des conflits sur laquelle fonder leurs décisions.

En Juin 2015, les gouvernements européens se réuniront pour examiner les priorités en matière de sécurité et de défense qu'ils se sont fixées pour l'UE. Il s'agit notamment :

- Du ravitaillement air-à-air en carburant pour soutenir des frappes aériennes
- Du développement de drones armés par l'Agence européenne de défense
- Du soutien économique pour le commerce des armes
- Des approches militariste et de confrontation pour la sécurité maritime et cybernétique

Un monde plus sûr peut être construit en remplaçant les priorités qui impliquent des dépenses militaires par le financement de stratégies qui visent à construire la paix et qui répondent aux besoins sociaux et environnementaux. Nous appelons les gouvernements européens et les institutions de l'UE à :

1. Réduire les dépenses militaires et l'utilisation de stratégies militaires contre-productives pour aborder des questions de sécurité. Par exemple, le Bureau international de la paix (coordonnateur de la GCOMS) a appelé à des réaffectations annuelles d'au moins 10 pour cent des budgets militaires de tous les Etats .

2. Augmenter le financement pour la paix, pour prévenir la violence et s'occuper de l'insécurité

humaine. Des méthodes non-violentes sont nombreuses, beaucoup moins cher, plus efficaces et plus cohérentes avec les valeurs affichées par l'Union européenne. Les méthodes varient des pacificateurs civils et des services civils de paix qui s'engagent directement dans les conflits, à l'éducation de la paix qui éduque les personnes à la communication non-violente et avec des compétences d'esprit critique qui peuvent aider à résister au nationalisme de l'extrême droite et aux conflits d'identité. Nous reconnaissons que des initiatives positives sont également réalisées au niveau européen. Nous nous réjouissons que l'UE à investisse dans la consolidation de la paix et dans des processus de médiation dans certaines parties du monde touchées par le conflit . Toutefois, afin de donner une chance réelle à la paix, nous devons donner un budget réel à la paix.

3. Éliminer les armes, le matériel pour les armes, et les systèmes de distributions d'armes, afin de renforcer la paix et la sécurité européenne, et la survie de l'humanité. Nous appelons à la fin de l'appui du gouvernement au commerce européen des armes, y compris aux salons européens de l'armement comme DSEI (Londres, Septembre 2015) et Eurosatory (Paris, Juin 2016). Nous sommes particulièrement opposés aux dépenses du gouvernement sur les armes de destruction massive, notamment par le Royaume-Uni et la France, et à la présence d'armes nucléaires étasuniennes en Belgique, en Allemagne, en Italie et aux Pays-Bas. Nous nous opposons d'autant plus à des appels plus récents de soi-disantes armes nucléaires «tactiques» qui doivent être déployées en Europe orientale.

4. Défier ceux qui cherchent à promouvoir une «nouvelle guerre froide» et des récits sur le «Djihadisme mondial», souvent à leurs propres fins. Ces récits aident les extrémistes violents à provoquer une violence répondante et les griefs qu'ils désirent. Les crises en Syrie, Irak, Ukraine et ailleurs exigent des efforts humanitaires et politiques importants pour protéger les personnes et construire une paix durable.

5. Envisager des alternatives au renforcement des capacités militaires dans les pays touchés par le conflit. L'exclusion presque totale des femmes des opérations de l'UE qui visent à soutenir les militaires, la police, et la réforme de la justice renforce les rôles de genre qui associent la masculinité avec le pouvoir, la violence et le contrôle. Au lieu de cela, les programmes de réforme de la justice et du secteur de la sécurité de l'UE devraient impliquer la société civile locale, y compris les femmes et les personnes jeunes dans les évaluations des besoins, la planification et les phases de distribution.

6. Nous encourageons les Etats membres de l'UE et les institutions à utiliser leur influence pour améliorer la vie des personnes les plus défavorisées du monde au cours des négociations importantes sur le développement durable et le changement climatique qui se dérouleront tout au long de 2015. La violence structurelle des inégalités économiques croissantes à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE est un facteur de causalité qui doit être abordé. Nous appelons à la paix et au désarmement pour qu'ils puissent être articulés de manière évidente en accord avec les Objectifs de développement durable des Nations Unies à convenir en Septembre 2015. En particulier, nous encourageons l'inclusion des besoins des pays fragiles et affectés par le conflit dans les négociations sur le Financement pour le développement. Nous demandons un objectif clair pour mettre fin à la circulation irresponsable d'armes. Nous avons hâte de voir un engagement proactif des gouvernements pour un accord obligatoire, juste et ambitieux sur le changement climatique lors de la Conférence des Parties (COP 21) à Paris. Nous espérons que par la réduction des dépenses militaires, les gouvernements pourront accroître leurs contributions prévues pour les Fonds verts pour le climat.

Nous espérons impliquer encore plus de citoyens de l'Union européenne dans un débat ouvert et robuste sur les résultats contre-productifs des dépenses militaires. Nous espérons pouvoir continuer à trouver de nouveaux partenaires pour travailler à la Campagne mondiale sur les dépenses militaires (GCOMS), et voir de nombreux groupes lors de la conférence GCOMS à Berlin en Septembre 2016.

Notes: La prochaine Journée mondiale contre les dépenses militaires (GDAMS) a lieu cette année le 13 avril 2015. Il s'agit du cinquième GDAMS annuel. Pour plus d'informations sur GDAMS, qui fait partie de la Cam-

pagne mondiale sur les dépenses militaires , visitez www.demilitarize.org

Les deux campagnes sont coordonnés par le Bureau international de la paix - www.ipb.org
Les dépenses militaires mondiale s'élève à € 1,6 trillions par an - Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) .

L'analyse publiée par le SIPRI le 13 Avril 2015 indique que certains pays nordiques et des pays d'Europe centrale vont augmenter leurs dépenses militaires au cours de l'année 2015. En 2014, la Pologne et Malte présentaient les plus fortes hausses en pourcentage des dépenses militaires pour un Etat membre de l'UE. Grèce et le Portugal ont enregistré les plus fortes baisses en pourcentage. Les données 2015 du SIPRI ont également montré que l'État membre de l'UE qui dépense le plus sur l'armée est la France, suivie par le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie .

L'impact économique global de la violence est € 9,3 trillions (11,3 % du PIB mondial) - Institute of Economics and Peace.

* Nous notons que la violence continue au Moyen-Orient a bénéficié aux marchands d'armes en Europe, en Russie et aux États-Unis. Les données publiées par le SIPRI le 16 Mars 2015, ont montré l'augmentation de 71% des ventes d'armes aux pays du Conseil de coopération du Golfe (de 2005-2009 à 2010-14).

EUROPEAN GROUPS SUPPORT GLOBAL CAMPAIGN ON MILITARY SPENDING

Quaker Council for European Affairs

70 years Inspiring Peace

PAX CHRISTI INTERNATIONAL

IPB International Peace Bureau

ifor

AGiR POUR LA PAIX

forumZFD Ziviler Friedensdienst

[VREDESACTIE]

WiB Leuven

"Beati i costruttori di pace"

THE BRUSSELLS TRIBUNAL PEOPLE VS TOTAL WAR INCORPORATED

Sadankomitea Committee of 100 in Finland

Belgische Coalitie Stop Uraniumwapens www.motherearth.org/du

Peace Union of Finland